

RAPPORT D'ORIENTATION BUDGETAIRE

DE LA COMMUNE DE SAINT-AVE

ANNEE 2016

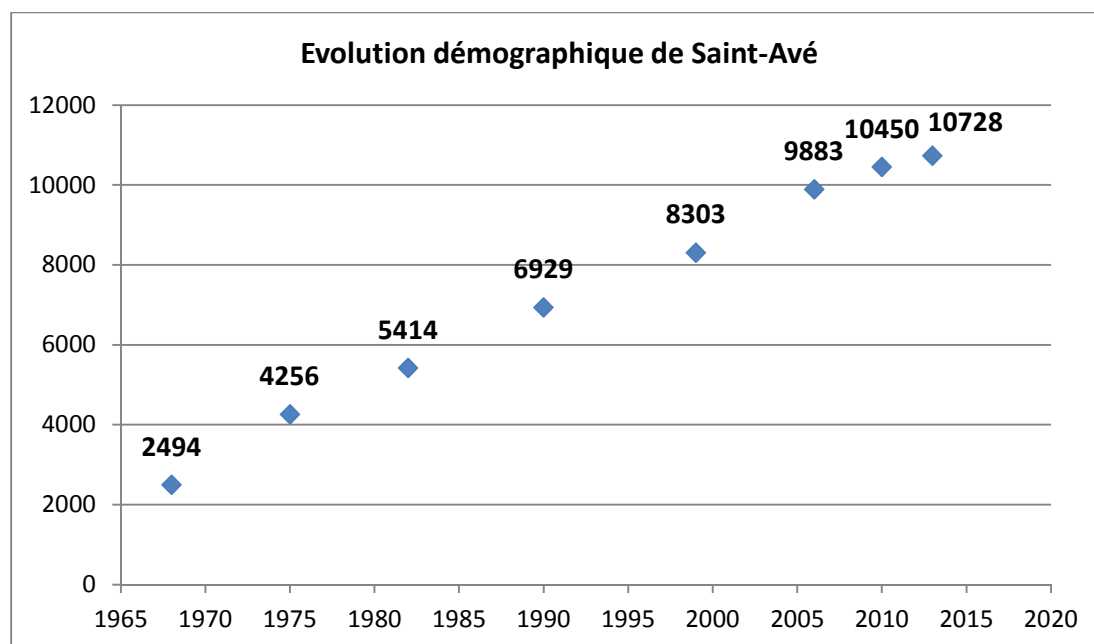
Le débat d'orientation budgétaire est la première étape du cycle budgétaire. Il doit être réalisé dans les deux mois qui précèdent le vote du budget primitif en conseil municipal. Il permet de débattre des orientations budgétaires qui préfigurent les priorités qui seront inscrites dans le budget primitif de 2016.

La loi NOTRe (n° 215-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République) comporte un volet relatif à la transparence financière et a précisé les éléments de présentation du débat d'orientation budgétaire.

Les éléments du présent document sont prévisionnels, compte tenu de nombreux paramètres que la commune ne connaît pas encore sur son avenir financier, notamment en matière de dotations de l'Etat et de bases fiscales.

I - PRESENTATION DE LA COMMUNE

La commune de Saint-Avé compte au dernier recensement 10728 habitants (population municipale). Elle est, en nombre d'habitants, la 2^e commune de la communauté d'agglomération Vannes agglo et la 8^e ville du Morbihan.



Située en 1^e couronne, au nord de Vannes, Saint-Avé s'est fortement développée depuis les années 1970, en raison notamment de l'activité croissante de l'Etablissement Public de Santé Mentale du Morbihan, situé sur la commune. Les quartiers d'habitations construits dans les années 1960 et 1970 ont permis de répondre aux besoins de logements des personnels de l'EPSM, ainsi qu'à l'arrivée de nouvelles populations dans le Pays de Vannes.

Le dynamisme démographique et économique du Pays de Vannes, la situation idéale de Saint-Avé en proximité de Vannes et des axes de circulation et la préservation d'un cadre de vie agréable, ont contribué au maintien de cette croissance urbaine et démographique dans les décennies qui ont suivi.

Annexe bordereau n° 1

Depuis les années 1990, la commune a cherché à anticiper cet afflux de population, par une maîtrise de son urbanisation et un développement de ses équipements et services publics. Saint-Avé a également mené une politique économique volontariste, afin d'attirer des entreprises et maintenir une vie active sur la commune.

Le tournant des années 2000 est marqué par une première urbanisation du centre-ville autour de la Place François Mitterrand. La décennie 2000 a vu la construction du *Quartier Ouest*, sur l'ancien « camp de munitions » et en extension du centre-ville, dans un cadre vert et agréable. Depuis la fin des années 2000, l'écoquartier de Beau Soleil offre de nouvelles réponses aux besoins en logements du Pays de Vannes qui maintient une dynamique démographique très positive (2^e pays le plus attractif de Bretagne).

Ce développement urbain s'est accompagné d'une attention forte portée à la valorisation du cadre de vie. La Ville a fait l'acquisition en 1990 du bois de Kerozer, formant un espace de verdure de 24ha en continuité directe avec le centre-ville. Elle développe et entretient plus de 60 kilomètres de chemins de randonnées. Plus de 75% du territoire communal n'est pas urbanisé, permettant aux Avéens de bénéficier des services d'une petite ville, à deux pas d'espaces naturels préservés. Engagée dans une politique environnementale affirmée, la Ville a fait le choix dès 2014 d'abandonner toute utilisation de pesticides dans l'entretien de ses espaces verts.

Elle développe également ses services à la population. Avec Le Dôme, inauguré en 2000, elle dispose d'un outil culturel dont la qualité est reconnue dans l'ensemble du département. La structure abrite également la médiathèque Germaine Tillion. Le CCAS gère un EHPAD, la Résidence du Parc. Très active dans sa politique jeunesse, la Ville a inauguré en 2011 l'accueil de loisirs L'albatros et s'apprête à réaliser la rénovation-extension de la Maison de l'Enfance. Plus de 1000 élèves sont répartis au sein de deux groupes scolaires publics et un groupe scolaire privé. La commune ne dispose cependant pas de collège public, anomalie pour une commune de plus de 10 000 habitants. Seul un collège privé est situé à Saint-Avé. Saint-Avé accueillera également prochainement une gendarmerie. Enfin, plusieurs établissements de santé sont implantés à Saint-Avé, en lien notamment avec la présence historique de l'EPSM sur la commune. Ce dernier demeure le 1^{er} employeur de la commune.

Saint-Avé a la particularité, pour une ville périurbaine, d'abriter de nombreuses activités économiques. En effet, avec 3 parcs d'activités publics, un parc d'activités privé en plein développement et un futur parc communautaire, Saint-Avé dispose de nombreux atouts économiques. La ville compte plus de 4300 emplois et 4800 actifs, garantie de son dynamisme.

Enfin, Saint-Avé reste attachée à une histoire ancrée dans la proximité et la qualité de son cadre de vie. Plus de 120 associations, regroupant 6000 adhérents, entretiennent l'animation de la ville et contribuent à son rayonnement. La particularité de la ville, bâtie depuis plusieurs siècles autour de deux centralités, accueillant chacune des fonctions religieuses et économiques, existe encore aujourd'hui. Les nombreux villages disséminés dans la campagne avéenne sont également une singularité avéenne notable. La commune se développe dans le souci de répondre aux besoins des habitants actuels et futurs, dans le respect de cette qualité de vie et de cette histoire multipolaire.

Une attention toute particulière est portée aux questions d'urbanisation et de respect de l'environnement. La concrétisation d'un projet de territoire « Agenda 21 » développant une vision prospective, à horizon 2030, permet de fixer un cap clair pour l'avenir de Saint-Avé.

II - CONTEXTE ECONOMIQUE ET FINANCIER NATIONAL

La loi de finances 2016 s'inscrit dans l'objectif du retour à l'équilibre structurel des finances publiques et une réduction du déficit pour atteindre 3 % du produit intérieur brut (PIB) tels que prévu dans le pacte de stabilité européen 2014-2017.

Ces objectifs reposent sur un effort important de réduction des dépenses de 50 milliards d'euros de 2015 à 2017 pour l'ensemble des administrations publiques : 18 milliards d'euros concernent l'État, 11 milliards d'euros pour les collectivités territoriales et 21 milliards d'euros pour l'assurance maladie et la protection sociale.

Sur la même période, l'impact des nouveaux allègements d'impôts est estimé à 45 milliards d'euros, dont 40 milliards pour les entreprises, soit un effort total sur les finances publiques de 95 milliards d'euros. Les mesures de réduction de dépenses publiques risquent donc d'être insuffisantes pour réduire significativement le déficit public.

Une prévision de croissance à 1,5% pour 2016

La loi de finances pour 2016 est fondée sur un scénario de redémarrage progressif de l'activité économique ; La croissance est estimée à 1,1% en 2015.

Un objectif de réduction de déficit public à 3 %, reporté à 2017

Un décalage de 2 ans dans la réduction des déficits publics est constaté, en raison de la stagnation de l'activité économique et de la faiblesse de l'inflation. L'objectif de réduction du déficit inférieur à 3 % du PIB est fixé à 2017.

La loi de programmation des Finances Publiques prévoit pour 2016 un déficit public à 3,1% du PIB, pour atteindre 2,17% en 2017.

La participation accrue des collectivités territoriales à l'effort de rétablissement des comptes publics

Cependant la baisse des dépenses de l'État en valeur sera principalement due à la baisse des concours financiers (dotation globale de fonctionnement) aux collectivités à hauteur de 11 Mds d'euros sur une période de 3 ans, de 2015 et 2017, soit 3,67 Mds d'euros en 2016.

Les modalités de répartition de la baisse des dotations (- 3,67 milliards d'euros) entre les collectivités territoriales sont inchangées. Le montant de l'effort demandé est ainsi de : 2,071 milliards d'euros pour les communes et les intercommunalités, 1,148 milliard d'euros pour les départements et 451 millions d'euros pour les régions.

Pour Saint-Avé, la contribution à l'effort de redressement public s'est élevée à 76 k€ en 2014 et 263k€ en 2015. Elle est évaluée à 1,86 % des recettes réelles de fonctionnement. Elle est estimée à 453 k€ en cumulé en 2016.

Le renforcement des dispositifs de péréquation

La LF 2016 prévoit également le renforcement de plusieurs dispositifs de compensation des charges de collectivités. Les dispositifs de péréquation sont parallèlement renforcés entre collectivités afin de soutenir les plus fragiles d'entre elles : augmentation de l'enveloppe de la dotation de solidarité urbaine (DSU) de 180 millions d'euros et de la dotation de solidarité rurale (DSR) pour 117 millions d'euros.

Le fonds de péréquation des ressources intercommunales et communales augmente de 220 millions d'euros. L'objectif de ce fonds est de redistribuer une partie des ressources fiscales des communes et intercommunalités en prélevant des ressources aux collectivités disposant d'un niveau de ressources supérieur à la moyenne pour abonder le budget des collectivités les moins favorisées. Le territoire de Vannes Agglo n'est, actuellement, ni contributeur ni bénéficiaire du FPIC.

La réforme de la Dotation Globale de Fonctionnement (DGF) du bloc communal : adoptée en 2016 avec une application reportée en 2017.

La loi de finances 2016 adopte la réforme de la DGF avec la réunification des composantes de la dotation forfaitaire issue de la réforme de 2015 et autres aménagements (exemples : dotations fonction de la population, superficie, complément de garantie etc.). Elle sera dorénavant décomposée en trois parties : une dotation de base attribuée à toutes les communes (75,72 € par habitant), une dotation de ruralité et une dotation de centralité. Ces deux dernières dotations seront attribuées à certaines communes suivant des critères (ex : communes exerçant des fonctions de centralité).

Des mécanismes de garantie et plafonnement seront mis en place afin de ne pas déstabiliser les équilibres financiers des collectivités.

Des groupes de travail, dont le Comité des Finances locales, sont chargés d'étudier les impacts de cette réforme. Le gouvernement présentera un rapport circonstancié au Parlement avant le 30 juin 2016 et d'éventuels aménagements pourront être prévus avant la mise en œuvre de la réforme, effective au 1er janvier 2017.

Les principales autres mesures de la Loi de Finances 2016 avec un impact direct sur les communes :

- Revalorisation de 1% des valeurs locatives (0.9% en 2014 et 2015)
- Elargissement du bénéfice du FCTVA aux dépenses d'entretien des bâtiments publics et de la voirie réalisées à partir du 1^{er} janvier 2016. Ce dispositif intervient après un relèvement du taux de FCTVA à 16,404 % l'année dernière ; taux qui s'applique sur les dépenses d'investissements réalisées en 2015 pour la commune de Saint-Avé, avec effet en 2016.
- Abondement de la Dotation d'équipement des territoires ruraux (DETR) de 200 millions d'euros, dans la continuité de 2015. La DETR subventionne des projets présentés par les collectivités.
- Dotation de soutien à l'investissement local de 800 millions d'euros dont 500 millions d'euros pour les travaux en lien avec les priorités nationales (rénovation énergétique, adaptation des équipements publics à l'accueil de populations nouvelles, favoriser la mobilité et la construction de logements) et 300 millions d'euros pour les collectivités de moins de 50000 habitants, pour la revitalisation et le développement des « bourgs-centres » et des commerces.
- Autres dispositions fiscales :
 - Exonération d'impôts locaux pour certains ménages : maintien en 2015 et 2016 des exonérations de taxe d'habitation, de taxe foncière sur les propriétés bâties et de contribution à l'audiovisuel public dont ont bénéficié en 2014, sous conditions de ressources, 650.000 personnes âgées, veuves ou en situation de handicap. Au-delà de 2016, les exonérations seront maintenues en cas de revenus inchangés.
 - Abattement de valeur locative de bureaux transformés en logements
 - Abattement facultatif de valeur locative des locaux affectés à la recherche
 - Abattement facultatif de taxe d'habitation pour les personnes en situation de handicap
 - Exonération facultative de foncier bâti pour les maisons de santé communales ou intercommunales
 - Tarifs de la taxe de séjour : délai limite au 30/09 pour une application l'année suivante
 -

II – LE BUDGET DE LA VILLE

Pour les années à venir, les collectivités territoriales vont devoir construire leurs budgets en tenant compte d'une baisse historique des dotations et d'un contexte fiscal tendu, dans un environnement économique et social difficile. Des arbitrages devront être faits sur la nature des ressources à mobiliser (taxes, tarifs, emprunts...) et sur les dépenses à privilégier.

Nos orientations pour le budget 2016 sont fondées sur :

- a) la maîtrise des finances communales, avec la prise en compte de la baisse des recettes réelles, et la recherche d'une optimisation toujours plus grande de la dépense publique,**
- b) le respect des engagements annoncés en début de mandature.**
- c) le maintien de la gratuité des temps d'activités périscolaires (TAP) suite à la réforme des rythmes scolaires,**
- d) la stabilité de la pression fiscale.**

Et une politique d'investissement soutenue

La volonté de l'équipe municipale d'anticiper et accompagner le dynamisme de la commune par des projets structurants, tout en entretenant le patrimoine communal se traduit par un niveau d'investissement soutenu, depuis plusieurs années.

Dans un contexte national contraint, la situation saine de la commune est un atout majeur permettant d'envisager le maintien d'un bon niveau d'investissement, sans remettre en cause la santé financière de la collectivité. Ainsi, d'ici 2020, il paraît envisageable de consacrer une enveloppe annuelle moyenne d'environ 5 300 k€ aux investissements (budget principal et budgets annexes confondus), soit un total de 26 500 k€ sur la période.

Ainsi, les opérations engagées peuvent être poursuivies et de nouveaux projets entrepris, dans la continuité des engagements pris en début de mandat, et s'articulant autour des axes politiques majeurs :

- Une ville pour tous
- Une ville dynamique, attractive et accueillante
- Une ville respectueuse de son environnement
- Une ville responsable et exemplaire

dont l'extension de la maison de l'enfance, les travaux d'assainissement, le projet de création d'un nouveau pôle sportif, les opérations d'aménagement en centre-ville (Bossuet, Kerozer, Place du Loc, centre-ville), les programmes de voirie et réseaux divers.

A. Les résultats 2015

L'exécution du budget 2015 se solde par les résultats suivants (résultats provisoires avec reports des résultats antérieurs) :

En k€	Résultat de Fonctionnement	Besoin de financement en Investissement
Budget principal	1 279	-145
Budget Affaires économiques	97	165
Budget Assainissement collectif	57	1 181
Budget Assainissement non collectif	10	0
Budget Zone d'activités	0	-798

Budget Bossuet	0	-28
Budget Kérozer	0	119
Cumul	1 443	494

Concernant le budget principal, l'année 2015 est caractérisée par le maintien du résultat de fonctionnement à **1 279 k€** à hauteur de celui de 2014 (1 278 k€ en 2014) malgré une contrainte très forte : la baisse de la DGF de 263 k€. Le dynamisme des recettes fiscales et des droits de mutation conjugué à la maîtrise des dépenses de fonctionnement général permettent d'atténuer la diminution des dotations, et d'intégrer les dépenses supplémentaires prévues au budget en charges de personnel, l'octroi d'une subvention exceptionnelle au CCAS.

Le besoin de financement en investissement se réduit à **145 k€** (1 202k€ fin 2014), avec un niveau d'investissements inférieur à la moyenne des années précédentes :

en k€	CA 2011	CA 2012	CA 2013	CA 2014	CA 2015
Dépenses d'équipement	3 182	3 669	6 255	4 355	2 323

Les investissements 2015 ont été financés à hauteur de 12% par des subventions et de 37% par la taxe d'aménagement et le fonds de compensation de TVA. La commune a bénéficié du plan de relance FCTVA pour un montant de 282 k€.

Concernant les budgets annexes :

- le résultat du budget d'assainissement permet de financer les travaux inscrits au programme pluriannuel de travaux d'extension et de de réhabilitation des réseaux.
- les budgets des zones d'aménagement retracent les charges d'investissement à préfinancer dans l'attente des cessions de terrains. Afin d'assurer le portage financier des opérations d'aménagement du secteur de Bossuet, et de Kérozer, deux emprunts de préfinancements sont en cours.

Le résultat des budgets de la collectivité fait ressortir un excédent cumulé à fin 2015 de 1 443 k€ en fonctionnement et 494 k€ en investissement.

B. Les orientations pour le Budget principal en 2016

1. La section de fonctionnement

Il importe de continuer à veiller à l'évolution des charges à caractère général (chapitre 011) et aux charges de personnel (chapitre 012) afin de préserver des marges de manœuvre significatives pour le financement de nos investissements. Il est proposé une hausse de + 0,9% des dépenses réelles de fonctionnement en 2016 (BP/BP).

a. Les charges de fonctionnement

En k€	CA 2011	CA 2012	CA 2013	CA 2014	CA 2015	BP 2015	BP 2016	Ecart BP/BP
Charges générales	2 126	2 201	2 303	2 193	2 149	2 321	2 275	-2,0%
Personnel	4 180	4 415	4 673	5 002	5 272	5 310	5 450	2,6%
Autres charges	941	962	1 005	1 023	1 116	1 025	1 025	0%
Charges financières	96	57	124	134	124	125	110	-12,0%

Annexe bordereau n° 1

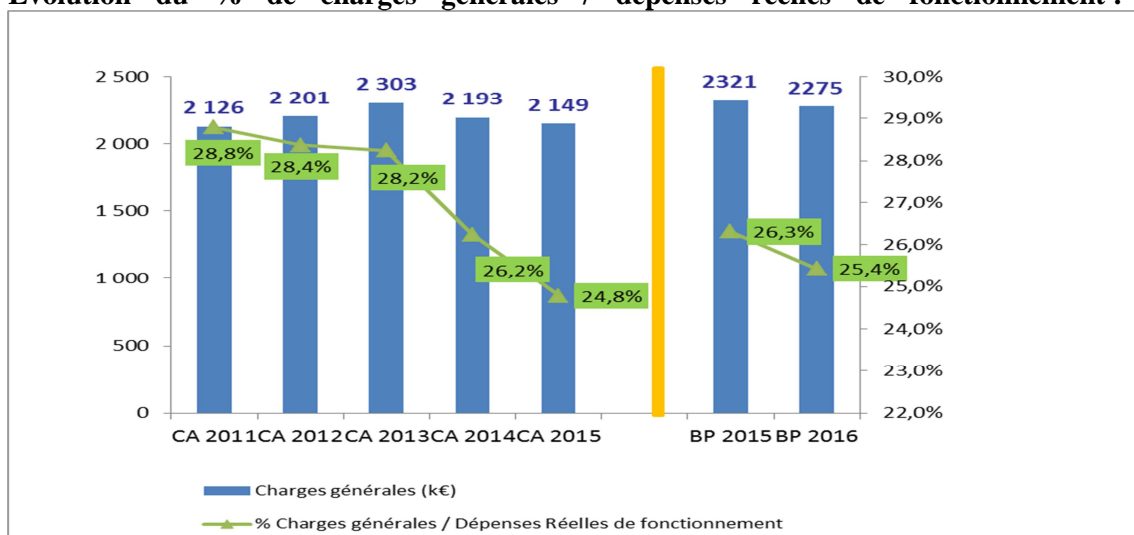
Divers	43	125	49	5	11	41	45	9,8%
TOTAL dépenses réelles	7 386	7 760	8 154	8 357	8 672	8 822	8 905	+ 0,9%
% évolution		5,06%	5,08%	2,49%	3,77%		+ 0,94%	

Les charges à caractère général correspondent au coût de fonctionnement de la collectivité. Elles représentent le 2^{ème} poste de dépenses de fonctionnement. Pour 2016, elles sont évaluées à **2 275 k€** soit un niveau inférieur de 2% à celui de 2015 (BP/BP).

Cela s'explique notamment par :

- la maîtrise des coûts liés à l'énergie (eau, gaz et électricité) – la passation de nouveaux marchés de fourniture d'énergie en 2015 a permis de bénéficier d'une baisse de tarifs
- un effort collectif de baisse des budgets de chaque service par rapport à celui de l'année précédente
- la diminution des primes d'assurance : mise en place de l'auto-assurance sur une partie des prestations statutaires (congrés longue maladie et longue durée) depuis 2015 et réduction de la prime d'assurance pour les véhicules en 2016

Evolution du % de charges générales / dépenses réelles de fonctionnement :



Une politique de rationalisation des dépenses est développée avec la mise en concurrence systématique des dépenses récurrentes (entretien, fournitures, contrôles techniques...).

Les charges de personnel constituent le principal poste de dépenses de fonctionnement et font l'objet d'une attention soutenue.

En 2015, les charges de personnel ont été bien maîtrisées (réalisation à 99 % du prévisionnel). Les prévisions portent sur une évolution de 2,62 %, intégrant notamment l'effet GVT à hauteur de 1,11% et les remplacements des congés maternité pour 0,42%.

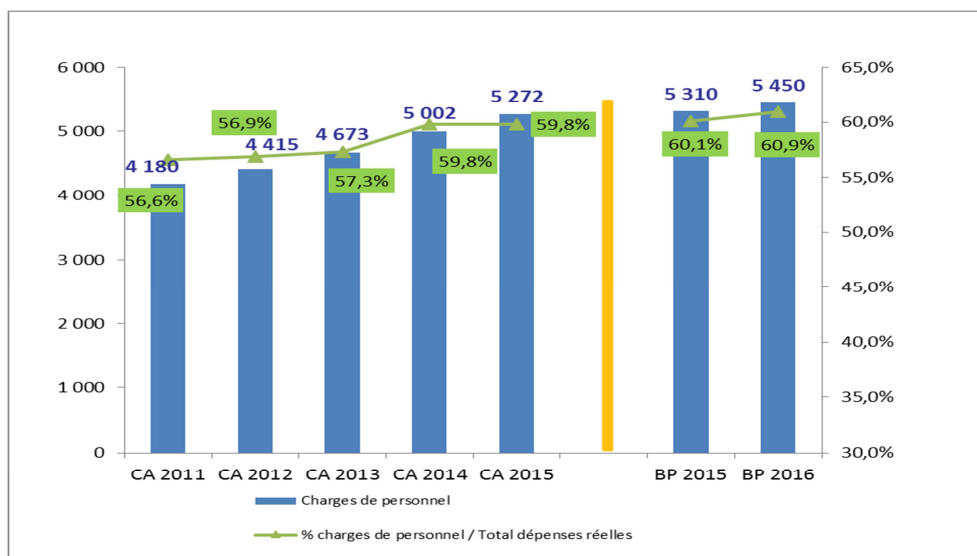
Des recettes, estimées à 140 k€, dont 75 k€ de remboursement d'indemnités journalières et 65 k€ de participations par le CNASEA au financement des emplois avenir, viendront atténuer la charge en 2016.

L'évolution des charges de personnel entre 2015 et 2016 s'explique, hors effet GVT et remplacements, par :

Annexe bordereau n° 1

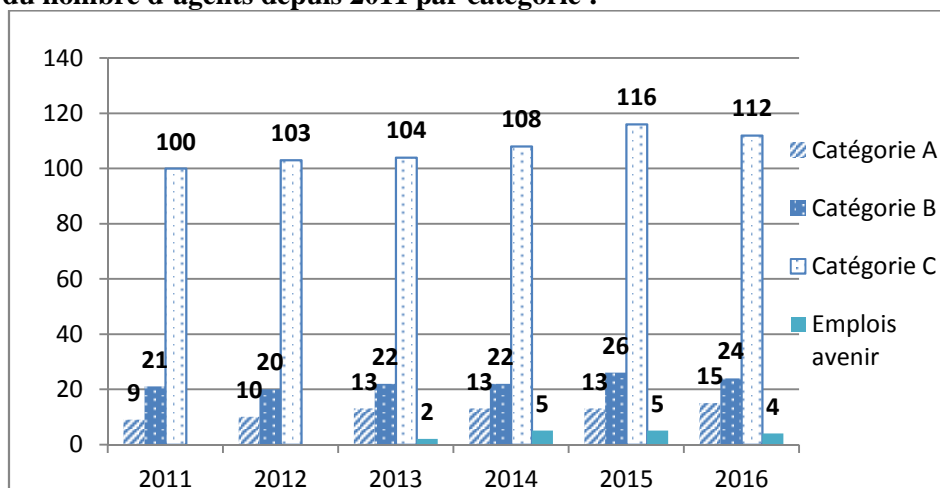
- la mise en place de la régie Assainissement
- la baisse de l'activité de l'école de musique
- la réforme de la catégorie B
- la projection de la revalorisation du point d'indice en cours d'année

	CA 2011	CA 2012	CA 2013	CA 2014	CA 2015		BP 2015	BP 2016
Frais de personnel / Dépenses fonct. réelles	56,6 %	56,9%	57,3 %	59,8 %	59,8 %		60,1 %	60,9 %



Au 1^{er} janvier 2016, la commune emploie 155 agents soit 135,85 ETP. Elle comptait 130 agents en 2011. Le graphique ci-dessous reprend l'évolution sur les 5 dernières années par catégorie de personnel.

Evolution du nombre d'agents depuis 2011 par catégorie :



Evolution du nombre d'agents (et ETP) par direction (au 1^{er} janvier) :

2011	2012	2013	2014	2015	2016
------	------	------	------	------	------

Annexe bordereau n° 1

	Nb agents	Nb agents	Nb agents	Nb ETP	Nb agents	Nb ETP	Nb agents	Nb ETP	Nb agents	Nb ETP
Direction générale des services	18	20	19	17,50	21	19,60	21	19,40	19	18,40
Direction Vie de la cité	74	74	77	60,68	80	62,96	92	72,26	89	71,65
Direction Aménagement urbain	34	35	40	39,69	40	39,69	40	39,69	41	39,80
Direction des Systèmes d'information et organisation	3	3	3	3,10	4	4,00	4	4,00	3	3,00
Direction solidarité	1	1	1	1,00	1	1,00	1	1,00	1	1,00
Cabinet du maire	2	2	2	2,00	2	2,00	2	2,00	2	2,00
TOTAL	132	135	142	121,97	148	127,25	160	136,35	155	135,85

Il convient de noter l'effort porté sur le recrutement des animateurs lors de la mise en place des temps d'activité périscolaires (Direction de la Vie de la cité/ au 1^{er} janvier 2015).

La réorganisation des missions d'assistance administrative courant 2015, qui a conduit à réaffecter les assistantes administratives par direction, explique le transfert d'agents entre la Direction Générale des Services, la Direction des systèmes d'information et d'organisation et les Directions de l'Aménagement Urbain et de la Vie de la Cité.

Le temps de travail des agents de la collectivité est de 1 607 heures annuelles, pour un temps complet, depuis la mise en place des 35 heures. Ce temps de travail est proratisé suivant les contrats. De même, suivant les contrats et les métiers exercés, les agents bénéficient de jours de réduction de temps de travail.

Le poids de nos charges de personnel s'explique aisément par :

- l'évolution du niveau de service liée au développement de la commune,
- le souhait de proposer des services publics de qualité, avec des professionnels qualifiés et compétents, en s'adaptant aux besoins de la population,
- le choix de réaliser de nombreuses missions en régie,
- la volonté de contribuer à l'intégration professionnelle des jeunes avec les contrats emplois avenir et les contrats d'apprentissage.

Les autres charges de gestion courante regroupent les subventions aux associations, au CCAS, aux écoles, les indemnités des élus et les différentes participations de la ville aux instances auxquelles elle adhère :

- la subvention de fonctionnement au CCAS reviendrait à un montant similaire à 2014 soit 400 k€ (*le projet de budget du CCAS est en cours de finalisation*).
- l'enveloppe consacrée aux subventions aux associations et aux événements exceptionnels est maintenue à son montant 2015, soit 120 k€.
- des dépenses de formation des élus sont prévues à hauteur de 7 k€.
- la participation au Syndicat de Gestion du Parc Naturel Régional du Golfe du Morbihan : 13 k€

Les charges financières : Aucun nouvel emprunt n'a été souscrit en 2015. Le dernier emprunt souscrit a été réalisé en 2014 pour 800 k€ auprès du Crédit Mutuel de Bretagne afin d'assurer le financement des investissements sur l'année. Le premier règlement d'échéance est intervenu en 2015. La commune a bénéficié du plan de relance FCTVA pour un montant de 282 k€, correspondant à une avance de trésorerie, à taux zéro, remboursable sur 2 ans par moitié (2016 et 2017)

La charge de la dette, constante depuis 2013, (hors frais de remboursements anticipés auprès du SIAGM en 2014) va diminuer en 2016, avec une prévision pour le poste des intérêts financiers de 110 k€ (à taux d'intérêts constants).

b. Les produits de fonctionnement

Évaluées à un niveau raisonnable et réaliste, les recettes réelles totales de la commune devraient s'établir autour de 10 527 k€ soit une baisse de 0,4 % de BP à BP.

En k€	CA 2011	CA 2012	CA 2013	CA 2014	CA 2015	BP 2015	BP 2016
Produits des services	1 161	1 251	1 378	1 245	1 258	1 220	1 185
Impôts et taxes	6 121	6 355	6 697	6 750	6 963	6 814	6 992
Dotations, subventions	2 401	2 336	2 459	2 376	2 347	2 300	2 095
Autres produits	104	103	102	127	147	128	130
Produits financiers	0	2	21	4	2	2	0
Produits exceptionnels	38	98	147	60	50	30	50
Produits divers (remboursement frais personnel)	90	73	103	90	148	75	75
TOTAL Recettes réelles	9 915	10 218	10 907	10 652	10 915	10 569	10 527
% évolution		3,1%	6,7%	-2,3%	2,5%		-0,4%

- Les produits de services

Ils proviennent principalement des redevances du domaine public, des prestations de service (culture, loisirs, périscolaire), de la mise à disposition de personnel, des conventions de remboursement et des refacturations entre budget principal et budgets annexes.

Principales recettes de produits des services en k€	CA 2011	CA 2012	CA 2013	CA 2014	CA 2015	BP 2015	BP 2016
Redevances culturelles	100	98	124	95	111	95	100
Redevances loisirs (mercredi et vacances)	194	215	220	207	182	176	166
Périscolaire (RS)	315	313	310	320	340	325	330
Droits service social (garderie)	37	37	32	35	44	35	40
Redev. utilisation du domaine public	34	53	97	62	56,5	65	60
Remboursements par autres redevables	236	241	260	260	251	265	210

Redevances culturelles : école de musique, médiathèque, spectacles du dôme

Redevances loisirs : accueil de loisirs, centres de vacances

Périscolaire : Cantine scolaire

Droits de service social : garderie des établissements scolaires

Remboursement par autres redevables : Il s'agit essentiellement des repas facturés à l'EHPAD

Les prévisions budgétaires des produits de services sont en baisse pour les raisons suivantes :

- Baisse des recettes des activités du service Jeunesse liée à la diminution de la durée des camps de vacances l'été : - 10 k€
- Révision à la baisse des tarifs de refacturation des repas à l'Ehpad

- Les impôts et taxes

Les impôts et taxes comprennent, outre les contributions directes, l'attribution de compensation et la dotation de solidarité communautaire reversées par Vannes Agglo, la taxe sur les pylônes, la taxe sur l'électricité, la taxe sur les droits de mutations et la taxe forfaitaire sur les terrains constructibles.

Ils représentent au budget 66 % des recettes réelles et progresseraient, globalement, (BP/BP) de 2,6%.

Annexe bordereau n° 1

○ **contributions directes (taxes d'habitation et foncières)**

Augmentés en 2009 de 2.8 % (alors qu'ils n'avaient pas évolué depuis 2002), les taux communaux d'imposition sont restés stables depuis 2009 et le resteront en 2016.

	Taxe d'habitation	Taxe foncière sur les propriétés bâties	Taxe foncière sur les propriétés non bâties
Taux	14,34%	22,23%	39,50%
Abattements	- Général facultatif à la base : 10% depuis une délibération de septembre 2010 - Pour charges de famille : 10 % et 15 % - Abattement spécial personnes en situation de handicap : 10%	- Exonération en faveur de la reprise d'entreprise industrielle en difficulté (2 ans) : délibération de juin 1989 - Exonération pour les jeunes entreprises innovantes ou universitaires : délibération de septembre 2008	- Dégrèvement d'une durée de 5 ans accordé aux jeunes agriculteurs : délibération de mars 1992 - Exonération de deux ans des immeubles financés par des prêts aidés : délibération de juin 1992
Observations	Assujettissement des logements vacants depuis plus de 2 ans : délibération de septembre 2013		Majoration de la valeur locative des terrains constructibles : délibération de septembre 2009

En 2015, les produits ont augmenté de 3,8 %, en raison principalement d'un élargissement des bases la revalorisation des bases étant limitée à 0,9%.

La revalorisation des bases fixée par la Loi de Finances 2016 est de 1% pour 2016.

En intégrant le risque d'une minoration des compensations d'exonérations fiscales en 2016, la hausse de ce produit est limitée à 1,6 % au budget 2016 par rapport aux réalisations 2015.

Les simulations ont été effectuées à partir des bases fiscales prévisionnelles fournies par la Direction générale des finances publiques (DGFIP). Les bases définitives seront communiquées au cours du mois de mars.

	CA 2011	CA 2012	CA 2013	CA 2014	CA 2015	BP 2015	BP 2016
Contributions directes en K€ (y compris compensations d'exonérations)	4 056	4 364	4 533	4 697	4 874	4 774	4 954
en %		7,6%	3,9%	3,6%	3,8%		3.8 %

○ **L'attribution de compensation de la taxe professionnelle et la dotation de solidarité communautaire reversées par Vannes Agglo :**

L'attribution de compensation est révisée à chaque nouveau transfert de charges. Elle a été impactée en 2013 par le transfert de charges liées au nautisme scolaire.

Vannes Agglo a modifié, en 2011, le mode de répartition de la Dotation de Solidarité Communautaire qui se décompose en deux parties :

- une partie de dotation garantie (base 2010)

- une partie évoluant en fonction de 6 critères (dont les deux principaux sont la population DGF pondérée et le potentiel financier).

Un système de garantie solidaire est, actuellement, mis en place : Vannes Agglo verse la différence en cas de baisse de la DSC calculée.

Vannes Agglo a communiqué le montant de la dotation de solidarité pour 2015. Le calcul établit une dotation à 574 k€. Dans le cadre de sa décision de garantir le montant, une dotation de compensation permettra de maintenir le montant à 577 k€.

Les modalités d'attribution et de répartition de la DSC seront revues à compter de 2017, après la fusion de Vannes Agglo avec Loc'h Communauté et la communauté de la Presqu'île de Rhuy.

En k€	CA 2011	CA 2012	CA 2013	CA 2014	CA 2015	BP 2016
Attribution de compensation	1 108	1 108	1 102	1 102	1 102	1102
Dotation de Solidarité Communautaire perçue	429	429	641	577	577	577
Dotation de Solidarité Communautaire notifiée	429	506	564	577	574	

o Les droits de mutation

en K€	CA 2011	CA 2012	CA 2013	CA 2014	CA 2015	BP 2016
réalisé	306	353	306	264	348	
prévu	200	200	250	270	250	280

Les droits de mutation encore appelés droits d'enregistrement sont exigés par l'administration fiscale lors de la transmission du bien d'un patrimoine à un autre, que ce soit à titre gratuit ou onéreux. Ils sont versés au département qui les reverse aux communes par péréquation.

La fluctuation des transactions immobilières modifie, selon les années, les ressources des collectivités. Après une diminution de 2012 à 2014, le produit des droits de mutation a fortement augmenté en 2015. Il est proposé une estimation prudente pour 2016 avec 280 k€ de droits de mutation.

- Les dotations de l'Etat

Les collectivités territoriales sont appelées à contribuer à l'effort de redressement des comptes publics, à travers un prélèvement de 3.67 milliard d'euros, imputé sur la DGF. Les données des dotations ne sont pas connues à ce jour. La contribution au titre du pacte de confiance et de responsabilité, prélevée sur la dotation forfaitaire, est évaluée à 453 k€. Elle serait de 637 k€ en 2017.

En k€	CA 2011	CA 2012	CA 2013	CA 2014	CA 2015	BP 2015	BP 2016
Dotation Forfaitaire	1 498	1 498	1 529	1 463	1 268	1 280	1 080
Dotation Solidarité Urbaine	300	305	310	314	315	315	315
Dotation Nationale de Péréquation	228	228	205	210	217	210	215
TOTAL DGF	2 026	2 031	2 044	1 987	1 800	1 805	1 610

<i>Contribution redressement public</i>				76	264	263	453
---	--	--	--	----	-----	-----	-----

c. L'autofinancement :

L'excédent de recettes réelles sur les dépenses réelles ou autofinancement mesure la capacité de la section de fonctionnement à financer la section d'investissement.

En K€	CA 2011	CA 2012	CA 2013	CA 2014	CA 2015		BP 2015	BP 2016
Autofinancement	2 529	2 457	2 753	2 295	2 243		1 692	1 622

La variation entre l'autofinancement réalisé en 2015 et le prévisionnel 2015 s'explique notamment par la perception de recettes fiscales supplémentaires, la forte augmentation des droits de mutation et la baisse des charges de fonctionnement général (maîtrise des dépenses d'administration et entretien).

2) La section d'investissement

a) Les dépenses d'investissement

- Les dépenses d'équipement :

2 323 K€ ont été réalisés en 2015 sur les 3 845 k€ inscrits au budget (hors travaux en régie).

en k€	CA 2011	CA 2012	CA 2013	CA 2014	CA 2015		BP 2015 RAR compris	BP 2016 RAR compris
Dépenses d'équipement	3 182	3 669	6 255	4 355	2 323		3 845	3 093

Dépenses d'équipement : frais d'études, acquisitions immobilières et mobilières (terrains, matériels, outillage, mobilier, informatique...), travaux.

Pour l'année 2016, il est prévu 1 827 k€ en dépenses nouvelles d'équipement auxquelles viennent s'ajouter les crédits de paiements (CP) révisés sur les autorisations de programmes votées, soit 834 k€, et les restes à réaliser de 2015 (dépenses engagées mais non payées) pour un montant de 429 k€, soit un total de dépenses d'équipement estimé à **3 093k€**.

Depuis 2013, les opérations les plus importantes s'échelonnant sur plusieurs années sont gérées sous forme d'AP/CP (autorisations de programmes/crédits de paiement), permettant d'ajuster les crédits aux dépenses prévisionnelles à payer dans l'année au lieu d'inscrire la totalité des marchés engagés. Seuls les soldes d'opérations gérés en AP font l'objet d'un report : travaux de réhabilitation de l'école Julie Daubié (3k€) et aménagement de la rue de la Fontaine (55 k€).

En dehors de ces 2 soldes d'opérations, **des révisions des autorisations de programme** sont à réaliser en 2016, afin d'ajuster les crédits prévus et d'intégrer les travaux de réhabilitation de la maison de l'enfance dans l'autorisation de programme existante :

Opérations/AP	Montant voté de l'AP	Cumul réalisations au 31/12/15	Montant révisé de l'AP	Budget 2016	Budget 2017	Budget 2018
Extension de la salle David Vaillant	610 000	309 220	520 000	210 780		
Réaménagement de la rue Griffon	300 000	11 881	400 000	388 119		
Aménagement du cimetière (études)	20 000	0	20 000	10 000	10 000	
Réhabilitation et extension maison de l'enfance (études/travaux)	100 000	6 468	1 685 000	225 000	800 000	653 532
	1 030 000	327 569	2 625 000	833 899	810 000	653 532

Autres projets d'investissement :

- Aménagements de voirie
 - Travaux de voirie et de sécurité, dont les travaux d'accessibilité : 160 k€
 - Réhabilitation du réseau d'eaux pluviales : 120 k€ (Rues De Gaulle, Plaisance)
 - Aménagements de sécurité (Liscuit, rue Pasteur, Le Brix) : 75 k€
 - Travaux prévus à l'ADAP (Agenda d'accessibilité programmée) : 54 k€ (transports urbains)
 - Eclairage public : 80 k€ (économies d'énergies : remplacement lanternes et rénovation des réseaux)
 - Matériel et outillage de voirie (potelets, corbeille) : 17 k€
 - Equipements aires de jeux : 10 k€
- Zéro phyto et gestion différenciée : 31,5 k€
- Signalisations horizontale et verticale : 95 k€
- Espaces naturels : Aménagements, abattage arbres, zones humides : 43 k€
- Acquisitions foncières et frais accessoires : 290 k€
- Bâtiments
 - Economies d'énergie : 24 k€ (compteurs avec téléreport, équipements à basse consommation électrique...)
 - Restaurant scolaire : 55 k€ (équipements acoustiques d'une partie de la salle de restauration et renouvellement équipements)
 - Le Dôme : ravalement des façades : 26 k€
 - ADAP : 17 k€ de travaux dans les bâtiments communaux
 - Aménagement salle Olympe de Gouges : 7,5 k€
- Etudes :
 - Centre-ville : 62 k€
 - Equipements sportifs : 35 k€
 - Bilan carbone : 30 k€
 - Aménagement place de Notre Dame du Loc : 25 k€
 - Etude sociologique Beausoleil : 25 k€
- Renouvellement des équipements des services :
 - Matériel et outillage : 33 k€ (motoculteur, rotovator, taille haies, souffleur...)
 - Informatique 120 k€ (services et écoles)

- Les dépenses liées au remboursement de la dette

Début 2016, la commune a cinq prêts principaux :

- un prêt au crédit agricole contracté pour l'extension de la mairie en 2007 (au taux fixe de 3,88%)
- un prêt de 237 k€ d'une durée de 15 ans au taux fixe très intéressant de 1,88% , contracté auprès de DEXIA dans le cadre d'une initiative de relance du bâtiment de la Fédération Française du Bâtiment ;
- un prêt sans intérêts auprès de la CAF (financement L'albatros)
- un prêt de 2 millions d'euros contracté auprès de la Caisse des dépôts en 2013 au taux de 3,91% pour financer les travaux 2013 (réalisation de l'espace Jean Le Gac, aménagement rue de la Fontaine, travaux de voirie ...).
- un prêt de 800 k€ auprès du Crédit Mutuel de Bretagne d'une durée de 15 ans, à taux fixe 1,94%.

Par ailleurs, elle rembourse des prêts au SDEM « Morbihan Energies » (syndicat départemental d'électricité du Morbihan).

Le montant de l'annuité pour 2016 est de 441 k€, dont 325 k€ d'amortissement de la dette.

Le tableau ci-dessous intègre les échéances prévisionnelles 2016 et 2017 avec les emprunts souscrits en 2013 et 2014 :

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Dette au 1er janvier	3 397	3 161	2 567	3 972	3 993	3 656	3 331
Annuité de la dette	654	663	636	931	466	441	426

Au 1er janvier 2016, la dette demeure à un niveau extrêmement faible, soit **330 € par habitant** (11 046 habitants). Pour mémoire, la moyenne par habitant pour les communes de même strate en Bretagne était de 958 € en 2014.

En dépenses d'investissement, sera également inscrit le remboursement de la moitié de l'avance versée dans le cadre du plan de relance soit **142 k€**.

b) Les recettes d'investissement

Les recettes réelles d'investissement sont les subventions spécifiques de l'Etat et des autres collectivités publiques, l'emprunt et l'excédent de fonctionnement affecté à l'investissement.

En k€	CA 2011	CA 2012	CA 2013	CA 2014	CA 2015	BP 2015	BP 2016
Subventions	503	503	641	728	274	335	326
Dotations et FCTVA	491	653	601	1 069	877	750	550
Plan de relance FCTVA					283		
Excédent de fonctionnement N-1 affecté	2 000	1 627	1 682	1 778	1 278	1 278	1 279
Total recettes réelles	2 994	2 783	2 924	3 575	2 712	2 363	2 155

* Les écritures relatives à l'emprunt assorti d'une ligne de trésorerie (CACIB) sont retraitées.

- **Les subventions d'investissement** proviennent de l'Etat, de la Région, du Département du Morbihan et de divers organismes (CAF, ADEME...).

En 2015, ont été versés des acomptes pour l'opération de construction du restaurant scolaire Julie Daubié ainsi que des soldes de subventions pour la construction de l'espace Jean Le Gac et l'aménagement de la rue de la Fontaine. Pour 2016, des soldes de subventions restent à percevoir pour 213 k€ inscrits en restes à réaliser (restaurant scolaire Julie Daubié, salle David Vaillant...). Un fonds de concours versé par Vannes Agglo pour un montant de 38,5 k€ pour l'extension de la salle David Vaillant (construction d'un nouveau dojo) est prévu en nouvelle inscription.

Des subventions sont également sollicitées auprès de différents partenaires financiers (Département, Etat dans le cadre de la Dotation d'équipement des territoires ruraux et la Dotation de soutien à l'investissement local, CAF...) pour les travaux de réhabilitation et d'extension de la Maison de l'Enfance qui démarreront en fin d'année. Dans l'attente des notifications de subventions, 75 k€ sont inscrits au budget au titre du programme de solidarité territoriale 2016.

- **Les dotations et les réserves** : elles sont constituées du fonds de compensation de TVA (FCTVA), et de la taxe d'aménagement (TA).

- Depuis 2010, la commune perçoit le FCTVA l'année suivant la réalisation des dépenses. Compte tenu des investissements 2015 soumis à TVA, cette recette devrait être de **350 k€**.

- La Taxe d'Aménagement, perçue 12 et 24 mois après la délivrance du permis de construire, est évaluée à **200 k€**, mais aucune information précise n'est connue à ce jour.

- En 2015, la commune a bénéficié du plan de relance du gouvernement permettant de percevoir une **avance du FCTVA**. Ce montant de 283 k€ est remboursable en deux annuités sans intérêt.

- **Les emprunts et dettes : l'emprunt est une recette d'investissement indispensable** à l'équilibre de la section d'investissement et du budget prévisionnel. L'emprunt d'équilibre est provisoirement évalué à environ 600 k€ pour l'année 2016.

Un emprunt à taux zéro est sollicité auprès de la CAF pour 200 k€ pour financer la réalisation des travaux de la maison de l'enfance. Suivant la décision de la CAF et l'avancée des travaux, sa réalisation pourrait être décalée à 2017.

C- Les budgets annexes en 2016

1. Le budget des affaires économiques

Les principales dépenses en 2016 sont :

- Provision travaux divers (50 k€)
- Charges de fonctionnement (62 k€) dont subvention versée à l'UCAAVE (5.6 k€) et charges de copropriété espace Jules Verne (10 k€), refacturation des charges de personnel du budget principal (30 k€).

Les recettes du budget affaires économiques sont constituées des loyers des locaux commerciaux, ateliers relais, bureaux et local de la Poste.

2. Le Budget des zones d'activités

Les principales opérations en 2016 sont :

- ZA de Saint-Thébaud : Bornage de parcelles (2 k€)
- ZA du Poteau Sud : Cession d'un lot pour environ 57 k€.

La Loi NOTRe du 7 août 2015 prévoit le transfert des zones d'activité aux EPCI au 1^{er} janvier 2017.

3. Le Budget d'Assainissement Collectif

Le service d'Assainissement sera géré directement en régie à compter du 1er janvier 2017. La réinternalisation de ces missions induit un changement important en terme organisationnel, à prévoir dès la construction du budget primitif 2016.

La loi NOTRe prévoit que la compétence eau et assainissement devient une compétence optionnelle des EPCI-FP avec un choix d'option avant le 1^{er} janvier 2018, et sera obligatoire à compter du 1^{er} janvier 2020. Cette évolution est à intégrer dans la constitution du nouveau service en régie.

En investissement, les principales dépenses en 2016 s'élèvent à 673 k€ de dépenses nouvelles conformément à la programmation pluriannuelle des investissements, auxquelles viennent s'ajouter 60 k€ de restes à réaliser de 2015. La décomposition sectorielle s'établit comme suit :

- Schéma de réorganisation du système d'assainissement : pour un montant de 325 k€
- Travaux de gestion patrimoniale (renouvellement / réhabilitation de réseau, agencement de stations d'épuration) : montant de 295 k€ HT, pour un linéaire de canalisations renouvelé de l'ordre de 700 m soit 0.9 % du linéaire total.
- Investissements liés à la mise en place de la régie : pour un montant de 113 k€.

La redevance assainissement à payer par les usagers est maintenue sans augmentation. Une réflexion sur la refonte de la grille tarifaire va être lancée en 2016.

Les dépenses réelles de fonctionnement sont évaluées à 230 k€ et comprennent les frais relatifs à la convention de déversement des eaux usées vers Vannes (70 k€) et 15 k€ de frais de mise en œuvre de la régie et 61 k€ de refacturation de frais administratifs et de personnel par le budget principal.

4. Le Budget du Service Public d'Assainissement Non Collectif - SPANC

Les principales opérations en 2016 sont :

- Les honoraires du prestataire pour les contrôles de bon fonctionnement des installations individuelles (8 k€)
- Le remboursement des frais de personnel et administratifs au budget principal (4 k€)

La plus grande part des recettes est constituée par les redevances d'assainissement non collectif.

5. Le Budget d'Aménagement du secteur de Kerozer :

L'évaluation des dépenses pour 2016 est de 384 k€ et les principales opérations en 2016 sont :

- Travaux d'aménagement (maîtrise d'œuvre comprise) (354 k€)
- Frais divers (études opérationnelles, paysagères, géotechniques, frais de personnel, communication et frais financiers) (30 k€)

La vente d'une parcelle à Vannes Golfe Habitat est prévue afin de construire une gendarmerie sur le site.

6. Le Budget d'Aménagement du secteur de Bossuet :

Ce budget retrace également la comptabilisation des travaux de voiries et réseaux jouxtant l'opération immobilière. Lors de la clôture du budget annexe, la partie de dépenses relevant des équipements publics sera imputée au budget principal.

Les prévisions budgétaires s'élèvent pour 2016 à environ 324 k€ pour les dépenses :

- Aménagement rues du Four et rue Bossuet (à réintégrer en partie dans le BP à terme de l'opération) : 302 k€, dont 71 k€ de travaux réalisés par les concessionnaires
- Frais d'études diverses et frais financiers (22 k€)

Les recettes attendues en 2016 sont 53 k€ de produits de cession de charges foncières à Aiguillon Construction et des participations des concessionnaires aux travaux sur les réseaux.